SOCIETE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE
DE L'ARRONDISSEMENT DE PROVINS

STATUTS
DE
L' ASSOCIATION

Statuts

Article 1

L' Association dite " Société d'Histoire et d'Archéologie de l'arrondissement de Provins ", fondée en 1892, a pour but :

1° D'encourager les recherches historiques et archéologiques relatives à Provins et à ses environs.

2° D' étudier toutes les questions y relatives.

3° De publier sur ce sujet les travaux de ses membres.

4° De faciliter et de rendre attrayante aux étrangers la visite des monuments anciens de la ville et de la région.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Provins.

Article 2

Les moyens d'action de l'Association sont : bulletin, publications, mémoires et conférences.

Article 3

L'Association se compose de membres titulaires, membres d'honneur, membres correspondants et membres auxiliaires.

Pour être membre, il faut être présenté par deux membres de l'Association et agréé par le Conseil d'Administration.

La cotisation annuelle minimum est de six francs pour les membres titulaires.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le Conseil d'Administration, aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'Association. Ce titre confère aux personnes qui l'ont reçu, le droit de faire partie de l'Assemblée générale sans être tenus de payer une cotisation annuelle.

Article 4

La qualité de membre de l'Association se perd :

1° Par la démission;

2° Par la radiation prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motifs graves, par le Conseil d'Administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir ses explications, sauf recours à l'Assemblée générale.

I - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 5

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de douze membres, élus au scrutin secret par les membres présents ou représentés, pour quatre ans, par l'Assemblée générale, et choisis parmi les membres titulaires.

En cas de vacance, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée générale.

Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le renouvellement du Conseil a lieu tous les ans par quart.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil choisit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau composé des Président, Vice-Président, Secrétaire, Trésorier.

Le bureau est élu pour un an.

Article 6

Le Conseil se réunit trois fois par an, et chaque fois qu'il est convoqué par son Président, ou sur la demande du quart de ses membres.

Il est tenu procès-verbal des séances. La présence du tiers des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire. Ils sont transcrits sans blancs ni ratures, sur un registre coté et paraphé par le Préfet ou son délégué.

Article 7

Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Les fonctionnaires rétribués de l'Association assistent avec voix consultative aux séances de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration.

Article 8

L'Assemblée générale de l'Association comprend les membres titulaires présents ou représentés. Elle se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'Administration.

Son bureau est celui du Conseil.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'Association.

Article 9

Les dépenses sont ordonnancées par le Président. L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par son Président ou son délégué.

Le représentant de l'Association doit jouir du plein exercice de ses droits civils.

Article 10

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux acquisitions, échanges, allénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association, constitutions d'hypothèques sur les dits immeubles, baux excédant neuf années, aliénations de biens rentrant dans la dotation et emprunts, doivent être soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Article 11

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives à l'acceptation des dons et legs, ne sont valables qu'après l'approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil et les articles 5 et 7 de la loi du 4 février 1901.

Les délibérations de l'Assemblée générale relatives aux aliénations de bien mobiliers et immobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts, ne sont valables qu'après approbation par décret simple.

Toutefois, s'il s'agit de l'aliénation de biens mobiliers et si leur valeur n'excède pas le vingtième des capitaux mobiliers compris dans la dotation, l'approbation est donnée par le Préfet.

Article 12

L'Association ne comprend pas de comités locaux. Si elle se décide à en créer, il serait pourvu ultérieurement à leur organisation.

II - DOTATIONS, FONDS DE RESERVE ET RESSOURCES ANNUELLES

Article 13

La dotation comprend :

- 1° Les immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association.
- 2° Les capitaux provenant des libéralités à moins que l'emploi immédiat ait été autorisé.
- 3° Le dixième au moins, annuellement capitalisé, du revenu net des biens de l'Association.

Pendant toute sa durée, l'Association s'interdit expressément et à peine de nullité de consentir l'aliénation au profit de toute personne, directement ou indirectement, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie

des objets compris dans ses collections ou constituant des accessoires de ses collections (vitrines, socles, cadres, fichiers, inventaires, etc.). Toutefois il pourra être dérogé à la présente interdiction par décision motivée du Conseil d'Administration ayant reçu approbation de l'Assemblée générale et approbation écrite du Directeur des Musées de France ou de son représentant.

La présente interdiction est considérée comme intangible et ne pourra jamais être rapportée par l'Assemblée générale, même statuant à l'unanimité, à moins d'un accord préalable écrit du Directeur des Musées de France ou de son représentant.

Article 14

Les capitaux mobiliers compris dans la dotation, sont placés en valeurs nominatives de l'Etat français ou en obligations nominatives dont l'intérêt est garanti par l'Etat. Ils peuvent être également employés soit à l'achat d'autres titres nominatifs après autorisation donnée par décret, soit à l'acquisition d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association.

Article 15

La quotité et la composition du fond de réserve peuvent être modifiés par délibérations de l'Assemblée générale.

Ces délibérations doivent faire l'objet, dans le délai de huitaine, d'une notification au Préfet du département dans lequel l'Association a son Siège.

Article 16

Les recettes annuelles de l'Association se composent :

1° De la partie des revenus de ses biens, non comprise dans la dotation.

2° Des cotisations et souscriptions de ses membres.

3° Des subventions de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

4° Du produit des libéralités dont l'emploi immédiat a été autorisé.

5° Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente.

6° Du produit de la rétribution perçu pour l'admission, si l'Association juge d'en fixer une.

Article 17

Il est tenu au jour le jour, une comptabilité deniers par recettes et par dépenses, et s'il y a lieu, une comptabilité matière.

Chaque établissement de l'Association doit tenir une comptabilité distincte qui forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de l'Association

III - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 18

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration ou du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale, soumise au bureau au moins un mois avant l'assemblée générale.

L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 19

L'Assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié plus un, des membres en exercice.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 20

En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs Commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements ayant un objet analogue au sien, publics ou reconnus d'utilité publique.

Elle ne peut, cependant, disposer de tout ou partie des objets de ses collections ou constituant des accessoires de ses collections tel que les énumère l'article 13 ci-dessus, qu'en faveur de l'Etat, d'un département ou d'une commune, à qui ils seront transmis gratuitement, à charge pour le bénéficiaire d'en maintenir le caractère muséographique dans la Ville de Provins.

Au cas où ce bénéficiaire refuserait l'attribution à lui faite, l'Assemblée générale serait tenue d'en désigner un autre dans les mêmes conditions, jusqu'à acceptation.

Article 21

Les délibérations de l'Assemblée générale prévues aux articles 18, 19 et 20 sont adressées sans délai au Ministère de l'Intérieur et au Ministère de l'Instruction publique.

Elles ne sont valables qu'après l'approbation du Gouvernement.

IV - SURVEILLANCE DU REGLEMENT INTERIEUR

Article 22

Le Président doit faire connaître dans les trois mois, à la Préfecture du département ou à la Sous-Préfecture de l'arrondissement où l'Association a son siège social, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'Association.

Les registres de l'Association et ses pièces de comptabilité sont présentées sans déplacement sur toute réquisition du Ministère de l'Intérieur ou du Préfet, à eux-mêmes ou à leur délégué, ou à tous fonctionnaires accrédités par eux.

Le rapport annuel et les comptes, y compris ceux des comités locaux, sont adressés chaque année au Préfet du département, au Ministère de l'Intérieur et au Ministère de l'Instruction publique.

Article 23

Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Instruction publique ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'Association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

Article 24

Les règlements intérieurs préparés par le Conseil d'Administration et adoptés par l'Assemblée générale, doivent être soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et adressés au Ministre de l'Instruction publique.

Suivent les signatures.

Assemblée générale extraordinaire du 15 mai 1983
Pour extrait conforme, le Président,

Mgr M. VEISSIERE

Reconnaissance d'utilité publique

REPUBLIQUE FRANÇAISE - Ministère de l'Intérieur

Le Président de la République française, sur le rapport du Ministère de l'Intérieur ;

vu la demande présentée par l'Association dite "Société d'Histoire et d'Archéologie", à Provins, en vue d'obtenir la reconnaissance comme établissement d'utilité publique;

l'extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale en date du 8 février 1923;

l'extrait du journal officiel du 23 janvier 1906, contenant la déclaration prescrite par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901;

les comptes et budgets ainsi que l'état de l'actif et du passif de l'Association;

les statuts proposés et les autres pièces de l'affaire;

la délibération du Conseil municipal de Provins, en date du 15 mars 1924;

l'avis du Préfet de Seine-et-Marne, du 3 octobre 1924;

l'avis du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 16 octobre 1924;

la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 6 août 1901;

le Conseil d'Etat entendu;

DECRETE

Article 1

L'Association dite "Société d'Histoire et d'Archéologie" dont le siège est à Provins, est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Sont approuvés les statuts de l'Association tels qu'ils sont annexés au présent décret.

Article 2

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Fait à Paris, le 18 janvier 1925
(signé) : *G. Doumergue*

Par le Président de la République,
le Ministre de l'Intérieur
(signé) *C. Chautemps*